

M 04249 - 14 - E: 1,20 €

**TOUS ENSEMBLE POUR LES DROITS DES LESBIENNES, GAYS, BIS, TRANS ET INTERSEXES, MARCHÉ DES FIERTÉS SAMEDI 27 JUIN 14H, MONTPARNASSE (PARIS) ET SAMEDI 4 JUILLET, 16H30, VIEUX-PORT (MARSEILLE).**

LIRE PAGES 6&7

# TOU

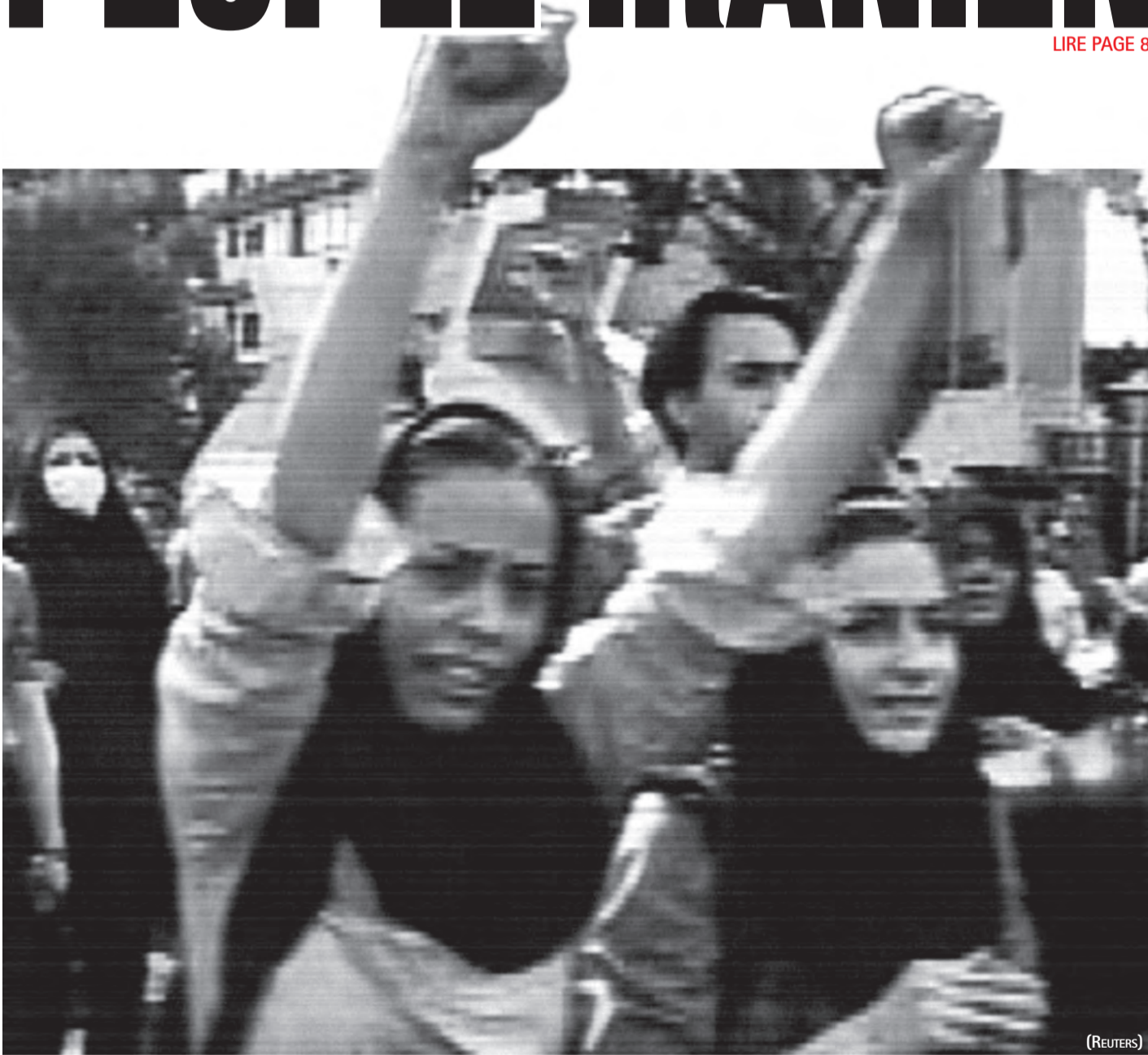
HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

25 JUIN 2009 | N°14 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

# est à nous!

## SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE IRANIEN

LIRE PAGE 8



(REUTERS)

## SARKOZY À VERSAILLES AFFLIGEANT

**Lundi** 22 juin, Sarkozy a prononcé son discours devant le Congrès à Versailles. Outre l'aspect dispendieux de l'exercice (entre 400000 et 600000 euros!), le président-monarque a versé dans la démagogie à outrance. Sarkozy s'apitoyant sur celles et ceux qui souffrent de la crise, il ne manquait plus que cela! Lui qui a garanti des centaines de milliards d'euros aux banquiers et aux patrons... **LIRE PAGE 5**

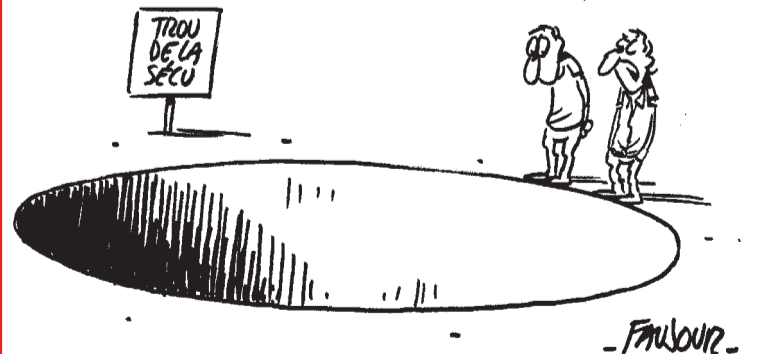
## SÉCURITÉ SOCIALE NOUVELLE ATTAQUE

**Le** 16 juin, le ministre du Travail, Brice Hortefeux, relançait le débat sur l'âge légal du départ en retraite et préconisait son relèvement à 67 ans, à l'image d'autres pays européens. Il recevait immédiatement le soutien de François Fillon et de la présidente du Medef, Laurence Parisot. Alors que la France compte plus de 10 millions de chômeurs, il faudrait imposer à ceux qui ont un emploi de continuer à s'épuiser au travail. Ils devraient continuer à occuper leur poste, alors que se multiplient les vagues de licenciements et de suppressions de postes pour des

salariés de moins de 60 ans et que des millions de jeunes sont à la recherche d'un emploi. Le 17 juin, la publication des prévisions pour 2009 des comptes de la Sécurité sociale enfonceait le clou. La commission des comptes de cet organisme annonce un doublement du «trou» de la Sécurité sociale cette année. Celui-ci passerait de 10 à 20 milliards d'euros toutes branches confondues (retraites, maladie, accidents de travail, famille), un niveau jamais atteint depuis 1945.

**SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 3**

D'APRÈS LAURENCE PARISOT VA falloir 67 ANS MINIMUM POUR LE COMBLER...



Vendredi 26 juin, dans le cadre de la journée internationale de solidarité avec les ouvriers d'Iran, les organisations syndicales (CGT, CFDT, FO, CFTC, Unsa, Solidaires) appellent à un rassemblement devant l'ambassade d'Iran à Paris, à 12 h 30 (4, avenue d'Iéna, Paris 16<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Iéna) pour exiger l'arrêt de la répression et la libération des inculpés, dont les travailleurs emprisonnés pour avoir manifesté le 1<sup>er</sup> Mai à Téhéran. **DANS TOUTES LES VILLES, MULTIPLIONS LES INITIATIVES UNITAIRES EN SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS IRANIENS.**

Par **François Coustal****TOUT ÇA POUR ÇA**

**U** Tel était bien le sentiment de la grande majorité des congressistes, députés et sénateurs, convoqués à Versailles pour entendre la parole présidentielle, lundi 22 juin. A l'exception, évidemment, d'une poignée de ministres – ou d'aspirants ministres... – peu avarés de louanges quant à la force et à la profondeur (!) du discours de Sarkozy. Au-delà de la relative banalité du propos, ce cirque institutionnel est tout de même révélateur de l'évolution du système politique français. Le caractère royal et monarchique du régime n'a certes pas commencé avec l'accession au trône de Nicolas Sarkozy : il est inscrit dans les gènes de la V<sup>e</sup> République, dont la clé de voûte institutionnelle est bien l'élection au suffrage universel d'un président aux pouvoirs exorbitants et n'ayant de comptes à rendre à personne. La fameuse « omniprésidence » de Sarkozy n'a fait que rajouter à un tableau déjà fort peu démocratique les caractéristiques obsessionnelles et assez vulgaires habituelles chez les parvenus. Il aura quand même fallu une révision de la Constitution pour que le caprice princier puisse être satisfait ! C'est dire l'urgence de la chose...  
 Finalement, dans la cérémonie de Versailles, l'important n'est pas tant la teneur du discours présidentiel, que l'obligation faite aux « représentants du peuple » de venir, par leur présence, manifester leur allégeance. Accessoirement, cette mascarade a un coût : la fourchette basse de l'évaluation le situe entre 400 000 et 600 000 euros. La prestation présidentielle ayant duré moins de 50 minutes, cela fait quand même la minute de Sarkozy à près de 10 000 euros !  
 En choisissant, de manière finalement très respectueuse, d'assister au discours et de s'esquiver lors du simili-débat qui a suivi, le Parti socialiste a – comme d'ailleurs François Bayrou... – cru bon d'ajouter au ridicule de la situation le grotesque de son propre comportement. Triste spectacle, qui n'est pas de nature à réconcilier le monde du travail et les couches populaires avec la politique institutionnelle. Mais faut-il vraiment s'en désoler ?

**à noter**

**26 JUIN, PARIS, NPA.** Rencontre avec Bertell Ollman (professeur à l'université de New York et auteur de *La Dialectique mise en œuvre*) « Pourquoi la dialectique, pourquoi maintenant et pourquoi maintenant plus que jamais? », vendredi 26 juin, 19h, librairie La Brèche (27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Dausmenil).

**27 JUIN, CALAIS, SANS-PAPIERS.** Manifestation « Abrogation de toutes les lois scélérates, répressives et sécuritaires ! Régularisation de tous les sans-papiers ! », samedi 27 juin, 10h, phare de Calais.

**27 JUIN, PARIS, GENRES.** Marche des fiertés LGBTI (Gay Pride), samedi 27 juin, 14h, Montparnasse.

**27 JUIN, PARIS, PRÉCARITÉ.** Journée festive et militante « Le plan de relance ! », avec vidéo, exposition, concert, organisée par L'Appel et la pioche, samedi 27 juin, de 14h à minuit, 24, rue de la Harpe (Paris 5<sup>e</sup>).

**27 JUIN, PARIS, RÉPRESSION.** Marche pour Lamine (jeune homme « mort d'une crise cardiaque » après avoir été arrêté par la police...), samedi 27 juin, 14h30, 58, rue des Amandiers (Paris 20<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Père-Lachaise).

**4 JUILLET, MARSEILLE, GENRES.** Marche des fiertés LGBTI, samedi 4 juillet, 16h30, Vieux-Port.

**5 JUILLET, MALAKOFF, SANS-PAPIERS.** Fête des sans-papiers et de leurs soutiens, dimanche 5 juillet, de 12h à 18h, école Jean-Jaurès (avenue Jules-Ferry).

À SUIVRE SUR  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

**regards**

Didier Bernard. (DR)

Propos recueillis par nos correspondants

## CONTINENTAL : « LES SALARIÉS PEUVENT COMPTER SUR NOUS »

*Didier Bernard (CGT) est salarié à l'usine Continental de Clairoix (Oise, 1 120 salariés), dont la fermeture a été annoncée pour 2010. La lutte qu'ils ont menée leur a permis d'obtenir satisfaction sur leurs revendications de compensation.*

**Comment s'est organisée votre lutte ?**

**G** La nouvelle de la fermeture du site en 2010 a été un terrible coup de massue. Cette usine, qui fait des bénéfices, était donc gérée par des patrons voyous. C'était l'incompréhension la plus totale pour les ouvriers, qui pensaient qu'avec le dernier accord sur les 40 heures, l'avenir du site était assuré, du moins jusqu'en 2012. Nous avons pris pour ligne de conduite de tout décider en assemblée générale. Le démarrage de la lutte a été relativement facile, car les salariés étaient écœurés mais pas résignés. Pendant les six premières semaines, il a fallu batailler au sein de l'intersyndicale. Un front commun a fini par se constituer. Ça a été long, mais on y est arrivé.

**Quelles ont été vos revendications ?**

Au départ, on était contre la fermeture. Mais, comme le plan social venait de démarrer et que la direction nous avait rapidement confirmé que la fermeture était irrémédiable, nous ne pouvions plus nous permettre de perdre de temps sur la non-fermeture. Une fois le délai légal du plan social passé, nous n'aurions plus rien eu à négocier. On a changé notre fusil d'épaule et on a décidé de revendiquer des garanties, des droits ainsi qu'une prime exceptionnelle pour le préjudice moral subi, mais pas sur la base du plan social. On n'a pas discuté de la fermeture, mais de nos revendications, pas des leurs.

**Qu'avez-vous obtenu ?**

On a été floué par l'accord des 40 heures de 2007, qui stipulait un avenir radieux jusqu'en 2012. La première revendication que

nous avons obtenue, en respect des engagements sur le retour aux 40 heures, c'est le maintien des contrats de travail jusqu'à fin 2011, début 2012. Il y aura quelques mois payés par Conti et quelques mois de chômage partiel, mais surtout, 23 mois de congé de reclassement payés par Continental, alors que légalement parlant, c'est neuf mois. Cela correspond à 80% du salaire net jusqu'en 2012. Nous avons obtenu notre deuxième revendication, une prime de départ de 50 000 euros, nette de toute imposition pour tous les licenciés. Sinon, les salariés avec trois ou quatre ans d'ancienneté n'auraient obtenu que 2 400 ou 3 000 euros. Pour les anciens, c'est une prime extra-légale, qui double quasiment leur prime de départ. Pour les jeunes qui, dès leur embauche, ont acheté des maisons, c'est un bol d'air. La troisième revendication a été la mesure d'âge pour les plus anciens. On a obtenu que les 116 personnes de plus de 51,5 ans se retrouvent de fait en quasi-retraite avec des mesures quasiment payées intégralement par Continental.

**Qu'est-ce que vous comptez faire maintenant ?**

Sept de nos camarades sont poursuivis pour le saccage de la sous-préfecture de Compiègne. Nous luttons pour l'arrêt de ces poursuites. Ce sont des travailleurs honnêtes et respectables, qui ont travaillé dix ou vingt ans et qui se sont sentis trahis par Continental, des patrons voyous qui font des bénéfices et ferment des boîtes.

**Allez-vous continuer à rencontrer d'autres travailleurs en lutte ?**

UTI, Lear, Smile, Goodyear, etc. : tous les salariés qui ont besoin de nous pourront compter sur nous. Et ce n'est pas un mot en l'air.





# CHÔMAGE ET LICENCIEMENTS STOPPER LA MACHINE INFERNALE

Les multinationales réorganisent leurs réseaux de production et de distribution à travers le monde. A cette logique infernale de la rentabilité et de la concurrence, opposons l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans perte de salaire.



Une nouvelle rafale de licenciements a été annoncée, ces deux dernières semaines, en France. Plusieurs usines en liquidation judiciaire ou en passe de l'être vont fermer, comme New Fabris, à Châtelleraut, sous-traitant de PSA et de Renault qui employait 366 salariés, la fonderie Pamco, dans l'Orne, où 223 personnes vont perdre leur emploi, et bientôt sans doute la fonderie SBFM, près de Lorient, avec ses 500 salariés, pour ne citer que quelques exemples. Ont été annoncées également des milliers de suppressions de postes: 550 chez TDF, 704 chez Marionnaud, 104 chez Aubade, 3000 à Air France et près de 3000 également à Michelin.

A Air France ou à Michelin, les dirigeants patronaux mettent en avant le fait qu'il n'y aurait « aucun licenciement ». Mais à supposer qu'ils disent vrai, ces suppressions de postes, ce sont autant de chômeurs supplémentaires. Lorsque l'Insee prévoit, pour la seule année 2009, 700 000 destructions de postes, ce sont bien autant de travailleurs, parmi les chômeurs déjà existants ou les 600 000 jeunes qui arriveront en septembre sur le marché du travail, qui se verront privés d'emploi et de salaires. Et que dire de l'argument de la concurrence des pays où la main-d'œuvre est moins chère! Michelin n'a-t-il pas annoncé, quelques jours seulement après la fermeture de deux sites en France, la construction d'une nouvelle usine en Inde?

Les médias ont rapproché les licenciements actuels chez Michelin de ceux que la multinationale avait annoncés en 1999 dans le même temps qu'une augmentation de 20% de ses bénéfices. Ils affirment haut et fort que la situation n'a plus rien à voir, qu'aujourd'hui les ventes de pneu-

matiques s'effondrent, que c'est la crise, qu'on ne peut pas faire autrement.

Mais n'est-ce pas cette politique de réduction des effectifs à seule fin d'augmenter les profits qui a conduit, précisément, à cette crise dont ils font semblant de croire qu'elle serait comparable à un cataclysme venu d'on ne sait où? En 1999, Michelin avait annoncé 7500 suppressions de postes en trois ans dans ses usines en Europe. Il lui en faut maintenant 3000 de plus sur les 25000 existant en France. Et qu'ont-ils fait, Michelin comme tous les autres, des centaines de milliards de bénéfices qu'ils ont réalisés pendant toutes ces années? La logique de la compétitivité pour faire face à la concurrence est une machine infernale sans fin.

Quand ferment petites ou moyennes entreprises, le gouvernement et le Medef agitent les « difficultés » dues à la crise, mais il s'agit pour l'essentiel d'une restructuration opérée par les multinationales à grande échelle. Ce sont elles qui réorganisent, pour les rendre plus rentables, leurs réseaux de production et de distribution, dont fait partie le maillage de la sous-traitance. C'est ce qui se passe aujourd'hui dans le secteur de l'automobile, et commence dans le secteur du transport aérien.

Les salariés victimes de ces plans destructeurs se battent aujourd'hui, le dos au mur, pour exiger, le plus souvent, de meilleures indemnités de licenciement. Mais stopper cette logique infernale, c'est interdire les licenciements, imposer la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire, au moyen du contrôle des salariés et de la population sur l'ensemble de l'économie.

Galia Trépère

# SÉCURITÉ SOCIALE

SUITE DE LA PAGE 1

Le ministre des Finances, Eric Woerth, en a lui-même précisé les causes: «La multiplication par deux du déficit, c'est tout simplement la division par deux du volume des recettes, c'est parce que l'argent ne rentre pas, ce n'est pas parce que les dépenses progresseraient de manière incontrôlée.»

C'est faute de rentrées suffisantes des cotisations sociales – cette part du salaire mise en commun pour financer les retraites, les soins ou les allocations familiales – que la Sécurité sociale est en «déficit». Ce manque de recettes n'a rien de mystérieux: il s'appelle «plans de licenciements», «suppressions d'emplois dans la fonction publique», «blocage des salaires», et généralisation de l'emploi précaire accompagnée d'exonérations de cotisations sociales pour les employeurs (près de 31 milliards d'euros en 2009).

100 000 suppressions d'emplois, c'est près de 1 milliard d'euros en moins pour la Sécu; une augmentation de 1% des salaires, ce sont 3 milliards d'euros de cotisations sociales en plus! Pourtant, le ministre exclut d'avance toute idée de remise à niveau des cotisations. Pour la maladie, comme pour les retraites, ce gouvernement n'envisage qu'une chose: s'en prendre encore plus aux salariés, afin de diminuer les dépenses, dans l'attente de la «reprise»!

Deux mesures sont préconisées: le durcissement des contrôles et des sanctions pour les arrêts de travail jugés «abusifs», et un contrôle plus strict des transports sanitaires prescrits par les hôpitaux. Ces mesures, censées rapporter quelques millions d'euros là où on nous parle d'un «déficit» de 20 milliards d'euros, sont financièrement dérisoires. Mais elles annoncent de nouvelles ponctions et de nouvelles sanctions contre les salariés malades.

Une mesure expérimentée dans quelques départements risque d'être généralisée: les salariés dont les arrêts de travail sont jugés «abusifs» par un médecin envoyé par l'employeur pourraient voir supprimées leurs indemnités journalières de Sécurité sociale! C'est la porte ouverte à la remise au travail systématique par des «médecins Medef» des salariés malades, alors même que la pression du chômage et des employeurs dissuade de nombreux salariés de se soigner comme ils le devraient.

L'autre «piste» de diminution des dépenses concernerait les prescriptions de transports sanitaires par les hôpitaux dont le volume augmente. Sur ce point, Eric Woerth, n'aura aucune difficulté à trouver les coupables, puisqu'ils siègent avec eux chaque semaine en Conseil des ministres. En fermant les hôpitaux de proximité, en regroupant les moyens sur des «plateaux techniques» éloignés, ils ont créé les conditions d'une explosion des dépenses de transport. La loi Bachelot va encore aggraver cette situation.

Ces annonces révèlent l'urgence et la cohérence d'une réponse anticapitaliste. En interdisant les licenciements, en diminuant le temps de travail pour favoriser les embauches, en augmentant les salaires de 300 euros pour tous, on assurerait en même temps la rentrée de cotisations sociales permettant de garantir à tous une retraite à taux plein à 60 ans, des soins financés à 100% par l'assurance maladie. Mais, à l'opposé des réponses gouvernementales, il faudrait pour cela s'en prendre aux profits et imposer une autre répartition des richesses.

Jean-Claude Delavigne

## et aussi



Paris, parvis du Trocadéro, samedi 20 juin. Rassemblement pour l'arrêt de la répression et le respect des droits des peuples autochtones au Pérou. (Milo)

**CHASSE (1).** Depuis le début du mois de juin, des contrôleurs de la Caisse d'allocations familiales se livrent à une véritable chasse aux «RSastes» et aux allocataires dans le Val-de-Marne. Ils se rendent à leur domicile pour éplucher leurs ressources, leurs attestations de loyer, relevés bancaires, factures d'EDF, etc. Une personne, contrôlée, a ainsi dû justifier de sommes perçues entre décembre et janvier d'un montant de 20 à 30 euros... Elle a été obligée d'expliquer qu'il s'agissait de dons de sa famille pour l'achat de fleurs tombales, son Noël et son anniversaire. Selon les contrôleurs, il y aurait 185 cas «à risque» dans le département... En attendant, les formulaires du RSA incitent à attaquer parents et ex-conjoints en justice afin d'obtenir une pension alimentaire, ceux et celles souhaitant «être dispensés de cette démarche» devant en «préciser le motif». Le Haut-commissariat aux Solidarités de Martin Hirsch promet des modifications...

**CHASSE (2).** Cela pourrait se passer à Neuilly, mais c'est à Pau. Pau (85000 habitants), dirigée par la socialiste Martine Lignières-Cassou, avec la participation de l'élu municipal Olivier Dartigolles (porte-parole national du PCF) et des Verts qui soutiennent le seul et unique Grand Prix automobile intramuros en France, financé par les contribuables pour la modique somme de 2 millions d'euros. Tout un micro-climat! Quatre arrêtés municipaux sont entrés en vigueur, lundi 15 juin, visant à chasser les SDF des quartiers commerçants, avec entre autres l'interdiction de consommer de l'alcool sur la voie publique et l'interdiction de stationnement en un même point de la voie publique de groupes de plus de trois chiens, même tenus en laisse et accompagnés de leurs maîtres. La jet-set paloise pourra néanmoins continuer à s'alcooliser sur les terrasses des cafés huppés et les participants à l'exposition canine annuelle, très largement subventionnée, n'auront pas à craindre d'amendes. Les fêtes locales jouissent bien évidemment de dérogations. Bref, des arrêtés façonnés sur mesure.

## EDF-GDF ENJEU SYNDICAL

Plus de 200 salariés, militants syndicaux de la CGT en grande majorité, sont menacés de sanctions graves par les patrons d'EDF.

**PLUS** de 200 salariés menacés de sanctions graves: c'est évidemment un chiffre énorme, qui montre la volonté d'affaiblir et d'intimider durablement le mouvement syndical au sein d'ERDF-GRDF. Plusieurs d'entre eux ont été convoqués par la police dans le cadre d'enquêtes préliminaires visant les coupures de courant réalisés dans le cadre de la grève. La police recherche les salariés qui seraient intervenus sur l'outil de travail. Et, dans le même temps, les salariés en grève dans les centrales nucléaires sont requis pour se rendre au travail, sous peine de sanctions graves, sous prétexte d'une mise en danger du réseau en cas de menace de canicule.

Cerise sur le gâteau ultralibéral, les fédérations CGT et FO sont assignées au TGI de Bobigny, le 26 juin, pour une remise en cause des préavis permettant aux salariés du nucléaire de continuer la grève de ceux d'ERDF-GRDF. Cette entreprise, dont le capital est détenu majoritairement par l'Etat, déploie un arsenal antigreve très violent. C'est une attaque frontale contre le secteur industriel le plus syndiqué de ce pays.

Pourtant, les fédérations concernées semblent totalement apathiques: la CGT a lancé une pétition et FO a publié un communiqué. Espèrent-elles encore que la négociation fera reculer le gouvernement et la direction de l'entreprise? Cette stratégie est pourtant largement questionnée, dans les syndicats CGT en particulier, tant est grand le sentiment qu'elle a mené à une série de défaites. Aujourd'hui, seuls la fédération SUD-Energie et certains syndicats CGT appellent à une riposte à la hauteur.

Bien sûr, la situation est difficile, mais la résistance remarquable des agents des centrales nucléaires, qui continuent à se battre sur les revendications de tous, leur sang froid face aux menaces patronales sont pourtant un important point d'appui. Organiser une montée nationale à Paris, le 26 juin, paraissait tout à fait possible. Organiser un front intersyndical contre la répression et pour nos revendications, qui donne des perspectives pour tenir pendant les vacances, est attendu par les équipes syndicales, par les salariés qui ont été dans la lutte.

Assurément, ce qui va se passer dans les semaines qui viennent à EDF-GDF sera très important dans les rapports de forces entre patronat et mouvement ouvrier au niveau national. C'est donc un enjeu qui concerne l'ensemble du mouvement syndical, social et la gauche politique.

Paco Lélec



## PÔLE EMPLOI UNE COLÈRE BIEN PRÉSENTE

Jeudi 18 juin, à l'appel de trois syndicats (CGT, SUD et SNU), environ 14% des salariés de Pôle emploi ont fait grève. Un chiffre qui ne prend pas en compte les absents pour diverses raisons ou encore la difficulté pour les précaires de se mettre en grève. Dans certaines régions, le taux de grévistes était proche de 30%.

Les revendications portaient essentiellement sur trois axes: l'embauche massive de salariés non précaires pour faire face à la surcharge de travail; le respect des chômeurs et des missions de service public mis à mal par la fusion/privatisation entre les Assedic et l'ANPE; l'amélioration des conditions de travail et une revalorisation salariale. Le nombre de grévistes peut paraître décevant, au regard de cette sensation d'être débordés en permanence, de ne plus rien savoir, de ne plus rien faire d'utile, de ne plus avoir d'outils... Pourtant, les raisons de la colère et de se mettre en grève ne manquent pas: accroissement du nombre de dossiers d'indemnisation, qui s'entassent (plusieurs dizaines de milliers sont en souffrance), ou du nombre

de chômeurs à recevoir (entre 150 et 300 par conseiller, au lieu des 30 à 60 annoncés par le gouvernement et la direction); la désorganisation des équipes ou la destruction de nos missions dues à la fusion; la dégradation des conditions de travail et des outils mis à disposition pour répondre à la demande des usagers (la plateforme téléphonique «3949», payante et inefficace, en est le symbole); la perte de sens des métiers, qui se résument de plus en plus au rôle de flics du chômage, d'auxiliaires de la police pour traquer les sans-papiers, et d'opérateurs de saisie...

Pôle emploi est proche de la paralysie, sauf en ce qui concerne sa machine à radier, qui fonctionne malheureusement encore très bien. Le problème ne sera pas résolu par les 1000 embauches en CDI et 1340 en CDD, qui

vont venir grossir les rangs des précaires du Pôle emploi (avant la fusion, 20% de la masse salariale de l'ANPE était en contrat précaire). Actuellement, pour faire face, il faudrait embaucher environ 20000 personnes. Mais embaucher pour faire quoi? Pour contrôler, «fliquer» et radier? Non, merci! Il faut réclamer l'interdiction des radiations, l'arrêt du suivi mensuel personnalisé (SMP) et de tout contrôle de la recherche d'emploi; la suppression de l'offre raisonnable d'emploi; l'interdiction de l'envoi (automatique) des demandes d'inscription des étrangers extra-communautaires aux préfectures pour vérification de la légalité du séjour; la revalorisation des indemnités chômage...

La colère et le ras-le-bol des salariés sont bien présents et n'attendent plus que des pers-

pectives de la part des syndicats pour s'exprimer. Les enjeux sont d'importance, car Pôle emploi est au centre du dispositif d'attaque de la classe ouvrière par le gouvernement et le patronat. Il faut résister à l'éventuelle disparition, à terme, du système d'indemnisation du chômage au profit d'assurances privées. Il faut également combattre la mise en place de l'outil dont le patronat et les différents gouvernements rêvaient depuis plusieurs décennies: un outil plus «utile» que l'ANPE, pour obliger les chômeurs à accepter n'importe quel emploi à n'importe quelles conditions salariales, afin d'augmenter un peu plus la concurrence entre les travailleurs avec ou sans emploi et faire baisser le coût du travail.

Yann Venier

## et aussi

**RÉPRESSION ANTISYNDICALE.** Présent lors de la manifestation contre Sarkozy à Saint-Lô (Manche), le 12 janvier dernier, le militant cherbourgeois Pascal Besuelle, membre de la FSU et du Réseau éducation sans frontières (RESF), a tenté de protéger les jeunes manifestants des policiers, avant d'être placé en garde à vue. Il est à présent sous le coup d'une convocation pour «violences à agent». La mobilisation s'organise: une pétition circule sur le site de la FSU 50 (<http://sd50.fsu.fr>). Cette affaire ressemble étrangement à celle d'Alain Hébert, ancien secrétaire de l'union locale de la CGT-Cherbourg: lors d'un rassemblement, en 2002, contre la fermeture de l'hôpital maritime, il a été injustement accusé d'avoir tapé sur un gendarme. Sept ans après, il vient de subir une nouvelle condamnation (amende de 20000 euros). Là aussi, la solidarité s'organise: dons à UD/CGT Manche, 109, avenue de Paris, BP 733, 50107 Cherbourg cedex.

**TRAVAIL GRATUIT.** Prenant prétexte des pertes (425 millions d'euros sur l'année écoulée), le PDG de British Airways, Willie Walsh, a tout simplement proposé aux 30000 salariés de la compagnie aérienne de travailler gratuitement sur une période allant d'une semaine à un mois. Il fallait y penser! Le PDG montrerait même l'exemple en juillet... C'est vrai qu'avec ses 900000 euros de salaire annuel, il a de la marge!

**ÉQUIPEMENTIER AUTOMOBILE.** Jeudi 18 juin, les salariés de Lear (sièges pour Citroën), à Lagny-le-Sec (Oise), en lutte depuis onze semaines contre le transfert de la production à 70 kilomètres de là, ont accepté un accord avec la direction. Ceux qui veulent bien aller à Cergy (Val-d'Oise) toucheront 18500 euros de prime et continueront à toucher le même salaire. Ceux qui partent percevront 23000 euros de prime, plus les indemnités légales de licenciement de la convention métallurgie. Les quinze procédures de licenciement engagées pour faute lourde sont abandonnées. 75 dossiers ont été constitués pour attaquer Lear en justice, pour défaut de plan social.

**SERVICES PUBLICS.** Le rassemblement du «Printemps des luttes» s'est déroulé le 20 juin à la Rotonde de Stalingrad, à Paris, à l'appel de syndicats (CGT, FSU et Solidaires), de partis politiques (NPA, PCF, Verts, PG et PS) et d'associations (dont la FCPE). L'objectif affiché de ce rassemblement festif était de débattre des luttes pour les services publics. Les militants du NPA, dont Omar Slaouti, sont intervenus pour mettre en débat la stratégie des luttes et ont été les seuls, à la tribune, à remettre en cause les directions syndicales. Ils ont rappelé qu'une véritable voie anticapitaliste se dessine d'abord dans les luttes et par la défense de tous les travailleurs grévistes.

À SUIVRE SUR  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)



**et aussi**

**CRISE DU LAIT.** Quelque 2000 agriculteurs français, belges et allemands, ont manifesté à Bruxelles, mercredi 17 juin, pour résoudre la crise du lait. Confrontés à une chute brutale des prix, ils réclament une baisse des quotas et un prix du lait à 400 euros la tonne, contre 200 actuellement. Selon un projet de texte, les dirigeants européens devraient réclamer à la Commission européenne de proposer, d'ici septembre, des «formules pour stabiliser» les prix. Tout comme les propositions de transparence sur les prix et les marges obtenues par la FNSEA auprès du gouvernement français, ces propositions se limitent à de bonnes intentions sans lendemain quant à la remise en cause des marges de la grande distribution et à la juste rémunération du travail des paysans. Seule une grève du lait unitaire dans toute l'Europe semble être aujourd'hui le moyen de faire échec à ces politiques libérales. Le puissant syndicat allemand BVD, qui l'avait expérimentée l'an passé avec succès, menace de nouveau de recourir à cette ultime solution, si les revendications des producteurs n'aboutissent pas.

**UN GÉANT DÉGUISE EN PME.** Paragon, imprimerie de 30 salariés de l'une des nombreuses zones industrielles des rives de l'étang de Berre, à Rognac (Bouches-du-Rhône), va fermer. Loin des gigantesques plans «sociaux», après dix jours d'occupation et faute de rapport de forces suffisant, il faudra se contenter des indemnités légales... Derrière cette enseigne déguisée en PME, se cache un réseau d'usines géographiquement et statutairement très compartimentées, toutes placées sous la coupe de Grenadier, géant industriel de l'imprimerie, annonçant 173 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2008. Par ailleurs, les principaux clients de cette holding ne sont autres que des pouvoirs publics (La Poste, le Trésor public, EDF, le PMU, la Française des jeux), qui pourraient avoir un mot à dire sur ce gâchis. Un scénario qui rappelle celui qu'avaient connu les EMSM (meubles de laboratoires pour l'éducation nationale) ou les Tramier (huiles et olives) dans la zone industrielle voisine, en 2007: rachat, captation de marchés par le repreneur, délocalisation, fermeture.

## SARKOZY DEVANT LE CONGRÈS LES «VERSAILLAIS» SONT DE RETOUR

Sarkozy s'est adressé aux parlementaires, réunis en Congrès, et à l'ensemble de la presse, dans le faste, à Versailles. Le dernier à l'avoir fait fut le conservateur Adolphe Thiers, en 1875, passé à la postérité pour avoir écrasé la Commune lors de la Semaine sanglante.

**N**ous refaisant le même coup qu'en 2007, lors de la présidentielle, Sarkozy l'usurpateur a fait référence, dans son discours, au projet du Conseil national de la Résistance. Dans une longue litanie démagogique, il s'est employé à faire croire qu'il comprenait ceux et celles qui souffrent de la crise, que «l'économie doit être au service de l'Homme». Avec de faux accents de modestie, et en associant – par ailleurs à juste titre – la gauche à la droite, dans le bilan désastreux de ces 30 dernières années, le président a humblement reconnu qu'a été faite «une part trop belle au capital financier». Voilà toujours et encore la même rhétorique, les vilains capitalistes financiers seront punis, et le capitalisme industriel, celui des courageux entrepreneurs, est valorisé! Surtout, il ne suffit pas de

remettre en cause les fauteurs de crise, «c'est aussi le moment ou jamais de nous remettre en cause nous-mêmes». Entendez par là qu'il faut accepter sans broncher tous les mauvais coups passés, présents et futurs... Sarkozy a fait semblant de s'apitoyer sur le sort des jeunes qui n'obtiennent pas de diplômes, alors que sa politique détruit l'école, de la maternelle à l'université; sur celui des prisonniers, alors que les conditions de détention sont terribles et la répression l'unique politique du pouvoir; sur celui des salariés licenciés alors que le pouvoir n'a servi que les banques et les grands patrons. Donc pas de surprise dans les annonces: Sarkozy justifie toutes les décisions imposées et il compte poursuivre plus que jamais sa politique destructrice. Toutes les mesures annoncées vont dans le sens d'une accélé-

ration des mesures antisociales et liberticides: il confirme la volonté d'allonger l'âge de départ à la retraite, la règle du non-remplacement d'un départ sur deux à la retraite dans la fonction publique, la même politique fiscale en faveur des plus riches et du patronat (suppression de la taxe professionnelle), la volonté d'imposer la loi Hadopi. Dans l'adresse présidentielle, la liberté est en bonne place... aux côtés de la sécurité et de la nécessité de construire de nouvelles prisons! Le chef de l'Etat annonce la couleur sans ambages: pour lutter contre le déficit, il faut réduire «le mauvais déficit» celui qui serait imputable à une mauvaise gestion des dépenses; une solution: la poursuite de la cure d'amaigrissement dans les services publics. Quant au déficit dû à la crise (les milliards aux banques), il serait incontour-

nable. Pour les travailleurs, des propositions seront faites aux partenaires sociaux. Elles seront au mieux floues, au pire allant toujours dans le sens de la précarité («mesures massives en faveur de l'activité partielle, étendre encore le contrat de transition professionnelle»). Quelques miettes seraient peut-être concédées sur la pénibilité au travail. La conclusion est limpide, Sarkozy ne reculera sur rien: «réforme» des retraites, des collectivités locales, taxe carbone, etc. Si on le laisse faire. Dès maintenant, pour la rentrée, il faut organiser la riposte du monde du travail et de la jeunesse. C'est la responsabilité de toute la gauche politique, syndicale et sociale. Les Versaillais passent à l'attaque, réveillons l'esprit de la Commune!  
**Myriam Martin**

## DROIT DU TRAVAIL D'UNE PIERRE DEUX COUPS

La proposition de loi du député UMP Jean-Frédéric Poisson a été adoptée par l'Assemblée nationale, le 9 juin. Elle attaque gravement le droit du travail sur le prêt de main-d'œuvre et le temps partiel.

LA LOI POISSON,  
ELLE EST TAILLÉE  
SUR MESURE  
POUR LES REQUINS  
DU MEDEF!



**LA** proposition de loi adoptée discrètement par l'Assemblée nationale doit être examinée par le Sénat en septembre. En principe, le prêt de main-d'œuvre entre employeurs est une pratique interdite. Mais les exceptions se sont multipliées, et elle a été autorisée pour les entreprises de travail temporaire (1972), les entreprises de travail à temps partagé (loi du 2 août 2005) et le portage salarial (loi du 25 juin 2008). Cette pratique consiste, pour une entreprise qui n'a plus de travail, à prêter temporairement des salariés à une autre entreprise, sans rompre le contrat de travail. Mais elle ne peut le faire dans un «but lucratif», c'est-à-dire en gagnant de l'argent par cette opération. Aujourd'hui, la nouvelle loi réduit la notion du but lucratif à la notion de réalisation d'un bénéfice. Cet élargissement cherche à modifier la position de la Cour de cassation, qui avait une définition du but lucratif beaucoup plus large. Ce nouveau dispositif, censé éviter des licenciements, constitue une menace supplémentaire pour les salariés d'entreprises en difficulté. Malgré le principe du volontariat, pour prolonger un peu son contrat de travail, le salarié sera contraint d'accepter n'importe quel poste précaire hors de son entreprise, à n'importe quelles conditions, dans n'importe quelle région. Les patrons, y compris ceux des grandes entreprises, vont maintenant pouvoir organiser une immense flexibilité, en transférant leur main-d'œuvre sur tout le territoire. La nouvelle loi légalise également la conclusion d'un avenant temporaire au contrat de travail à temps partiel faisant travailler le salarié à temps plein pour une petite période. Ainsi, un commerce, situé en zone touristique, pourra conclure un contrat à durée déterminée d'avril à octobre avec vingt heures de travail hebdomadaire, puis, 35 heures du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août et, de nouveau, vingt heures hebdomadaires à partir de septembre. Les patrons vont donc ajuster leur personnel à la demande, sans payer les heures avec les majorations des heures complémentaires. Auparavant, les tribunaux sanctionnaient systématiquement cette pratique par une requalification automatique du contrat de travail à temps partiel en contrat de travail à temps plein sur l'ensemble de la durée du contrat. Rassurez-vous, très chers chefs d'entreprise, le législateur veille sur vous. Inquiétez-vous, très chers législateurs, nous aussi on veille et on réagit...

**Cathy Braud**



Versailles, lundi 22 juin. Lors du discours de Sarkozy face au Congrès. (REUTERS)

**A** New York, dans les années 1960, servir des boissons alcoolisées aux homosexuels, danser entre hommes ou se travestir était interdit. Les descentes de police dans les bars suspectés d'être fréquentés par les homosexuels étaient monnaie courante. Dans la nuit du 27 au 28 juin 1969, à la suite d'une énième descente de police, a lieu la première émeute homosexuelle et trans de l'histoire récente. Décidés à ne plus se soumettre et à contester les lois homophobes, les clients du bar le Stonewall Inn, sur Christopher street, au cœur de Greenwich Village, résistent. Des travestis, robes moulantes, talons hauts et perruques, se servent de leurs bouteilles comme projectiles, tandis que d'autres déracinent les parcmètres pour entraver l'avancée de la police. Cinq nuits d'émeutes s'ensuivent, pendant lesquelles des trans, des gays, et des lesbiennes – 2000 personnes au plus fort de la contestation – prennent possession de la rue.

Ces manifestations marquent le début d'un nouvel état d'esprit: il n'est plus question de baisser les yeux, mais d'être «fiers» (*proud* en anglais, d'où *pride*, «la fierté»). Peu après les émeutes, dans le contexte de contestation politique de la fin des années 1960, naissent de nombreux groupes militant pour la libération homosexuelle, réunis sous l'appellation Gay Liberation Front (GLF). Leur combat politique dépasse la discrimination envers les homosexuels, dénonçant le racisme, apportant son soutien aux Black Panthers et aux diverses luttes d'émancipation du tiers monde.

En France, dans la foulée de Mai 68 et des émeutes de Stonewall, le Front homosexuel d'action révolutionnaire est créé en 1971. Il lutte au côté des féministes contre les carcans sexistes et homophobes et s'inscrit dans une perspective de subversion révolutionnaire de la société. C'est en hommage à l'émeute de Stonewall qu'ont lieu, depuis, les marches des fiertés LGBTI<sup>1</sup> à travers le monde.

1. Lesbiennes, gays, bis, trans et intersexes.

# LES D

des lesbiennes, gays,



**1** 40 ANS DE LUTTES

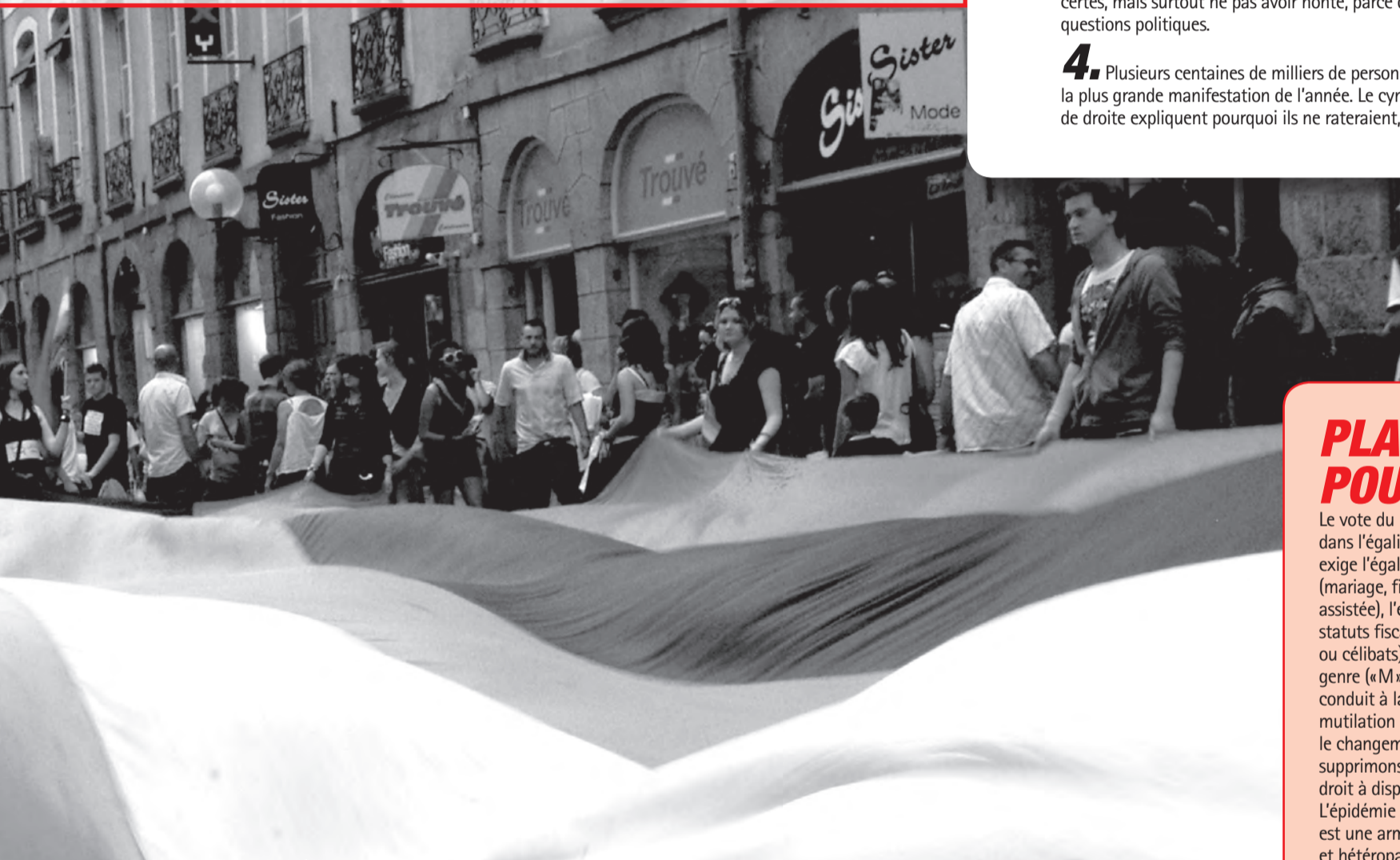
Dans le sillage de Mai 68 et de la révolte de Stonewall, les mouvements de lutte féministes puis homosexuels, à travers le Front homosexuel d'action révolutionnaire, les Groupes de libération des homosexuels qui lui ont succédé, ont créé les conditions de l'affirmation des gays et des lesbiennes. A la fin de la décennie, alors que s'organisait la première Gay Pride en France, le combat s'est focalisé sur l'abrogation des lois discriminatoires, qui fut effective en 1982. Au début des années 1980, cette nouvelle donne favorisa une plus grande socialisation des gays et des lesbiennes, ainsi qu'une redéfinition des revendications. L'apparition, en 1982, de l'épidémie du Sida la rendit encore plus urgente. D'un côté, face au ravage de la maladie, à l'incurie de l'Etat, les militants s'investirent dans l'information et la prévention. Mais, dans le même temps, la question de l'égalité des droits – statut du couple, homoparentalité – émergea du refus d'être traités comme des sous-citoyens face à la maladie. Les années 1990 ont vu ces revendications portées par une mobilisation de masse. De nombreuses associations se sont créées sur la base de la reconnaissance, de la lutte contre l'homophobie, de la convivialité, en milieux étudiants mais aussi professionnels. La participation aux marches est devenue massive, dépassant les 100000 personnes à Paris à partir de 1996. Ces mobilisations ont permis des avancées significatives comme l'adoption du Pacs, en 1999.

**2** LES OPPRESSIONS PERDURENT

La visibilité plus importante des personnes LGBTI et les avancées n'ont pour autant pas mis fin aux oppressions. L'homosexualité est encore punie d'emprisonnement, de sévices corporels, de déportation ou de travaux forcés dans une soixantaine de pays. Les actes homosexuels sont mêmes passibles de la peine de mort dans sept pays. Même si la situation est incomparable en France, la LGBTI-phobie persiste. En 2007, SOS-homophobie a recensé 137 agressions homophobes (beaucoup ne sont pas déclarées), tandis que quatorze meurtres à caractère homophobe ont eu lieu entre 2002 et 2008. Mais, au-delà des cas extrêmes, l'oppression se manifeste au quotidien à l'école, dans le cercle familial, au travail, à travers d'insultes – «sale PD», «sale gouine» – de harcèlement et de pressions morales. Le taux de suicide, sept fois plus important parmi les adolescents homosexuels, témoigne de la violence de l'oppression. Les lesbiennes, à la fois femmes et homosexuelles, subissent une double oppression. Les trans sont toujours considérés comme «malades». Les déclarations récentes de la ministre de la Santé, Roselyne Bachelot, sur la dépsychiatriation partielle des trans ne sont qu'un tour de passe-passe pour faire des économies (les traitements de transition ne seront plus remboursés à 100%). Les trans se verront désormais affublés de l'étiquette «trouble de l'identité de genre» et seront toujours soumis au diktat médical.

# ROITS

bis, trans et intersexes



## Pourquoi aller à la Marche des fiertés ?

- 1.** Les Marches des fiertés sont des manifestations politiques (tout comme le 1<sup>er</sup> Mai ou le 8 Mars) qui célèbrent la première émeute, la première rébellion LGBTI de l'histoire. En effet, en 1969 à New York plusieurs nuits d'émeutes répondent à la répression policière qui frappe notamment les gays et les trans. Depuis, chaque année, c'est en leur nom que nous défilons.
- 2.** Les Marches des fiertés sont des manifestations festives. Elles accueillent donc les chars des bars et autres boîtes de nuit de la communauté LGBTI. Leur place ici est légitime, ces lieux ont joué un très grand rôle dans l'histoire politique de la communauté. C'est en effet d'un bar, le Stonewall, que sont nées les émeutes de 1969 et elles en portent d'ailleurs le nom.
- 3.** Les Marches des fiertés sont des marches d'affirmation, parce qu'il n'est pour l'heure jamais anodin et neutre de revendiquer clairement son identité et sa sexualité. Être fiers, certes, mais surtout ne pas avoir honte, parce que les questions privées sont aussi des questions politiques.
- 4.** Plusieurs centaines de milliers de personnes, dont 700 000 à Paris, c'est quand même la plus grande manifestation de l'année. Le cynisme, l'hypocrisie et l'opportunisme des partis de droite expliquent pourquoi ils ne rateraient, pour rien au monde, la Marche des fiertés.

## PLAN D'URGENCE POUR LES LGBTI

Le vote du Pacs, en 1999, a constitué une étape dans l'égalité, mais il reste très insuffisant : le NPA exige l'égalité des droits entre homos et hétéros (mariage, filiation, procréation médicalement assistée), l'égalité des droits entre les différents statuts fiscaux (couples mariés, pacés, concubins ou célibats). La vision essentialiste et binaire du genre («M» ou «F» : rayez la mention inutile) conduit à la stigmatisation des trans et à la mutilation des enfants intersexes : facilitons le changement d'état civil (nom et prénom), supprimons la mention du sexe, et acceptons le droit à disposer de son corps et de sa sexualité. L'épidémie de Sida montre combien la santé est une arme au service d'un projet inégalitaire et hétéropatriarcal. Exigeons la santé gratuite pour tous et toutes, le développement de la recherche sur la prévention et les traitements, l'abolition de la propriété privée des brevets médicaux, la dépathologisation des trans et l'accès libre aux traitements médicaux. Lutter contre la LGBTI-phobie dans le monde nécessite véritable solidarité internationale. Nous devons soutenir les luttes d'affirmation dans leur diversité, exiger l'application du droit d'asile pour les personnes victimes de LGBTI-phobie, la régularisation de tous les sans-papiers, en couple ou célibataires, ainsi que l'abrogation des lois racistes sur l'immigration. Afin de faire entendre ces revendications, il faut commencer par faire taire la haine des sexualités non hétéronormées. Interrogeons les représentations et les stéréotypes, informons les jeunes en questionnement sur leur identité, menons des actions collectives dans les établissements scolaires, mais aussi sur les lieux de travail et de vie. Cela nécessite aussi la remise en cause de la société, en articulant les luttes contre les oppressions sexistes, transphobes et homophobes, et les luttes contre l'exploitation. L'émancipation passe par la destruction du patriarcat et du capitalisme.

**3 RIEN N'EST INÉLUCTABLE**

Les oppressions subies par les personnes LGBTI n'ont rien d'une fatalité. Elles ne sont pas le résultat de préjugés «éternels», d'une «nature» humaine hostile aux différences. Elles s'enracinent dans une société qui érige en norme l'hétérosexualité et le couple procréatif. A droite comme à gauche, le principal blocage pour accorder l'égalité des droits entre homos et hétéros est la reconnaissance officielle de la possibilité pour les couples gays et lesbiens d'élever des enfants! Ce n'est pas simplement contre le mur des préjugés que se heurte la revendication de l'égalité des droits, mais contre celui bien plus concret de l'institution familiale et du rôle que lui assigne la société. Au lieu de socialiser la prise en charge des enfants, la société capitaliste et patriarcale en fait porter l'essentiel sur la famille, et principalement sur les femmes. Un véritable ordre moral s'exprime à travers des violences symboliques, celle entre autres de la division sexuelle des rôles, qui se traduit par la domination masculine et la construction sociale des genres. Il suffit d'ouvrir n'importe quel catalogue de jouets pour s'apercevoir de quelle façon la société et l'entourage familial orientent, dès le plus jeune âge, la différenciation sexuelle des rôles sélectionnant les comportements à chaque étape du développement, sanctionnant ceux qui s'écarteraient de la norme parce qu'ils paraissent trop «efféminés» ou parce qu'elles ressemblent à des «garçons manqués»... Cela continue bien sûr par la présentation des rôles sexuels dans les manuels scolaires, magazines et films grand public, les publicités... Les LGBTI subissent de plein fouet ce modèle dominant.

**4 RETOUR DE L'ORDRE MORAL**

Samedi 11 avril, Christian Vanneste a déclaré, au cours du «Club de la presse» de France Info que l'homosexualité, «c'est dangereux pour l'humanité». Sa condamnation, pour des propos similaires tenus en 2004, a été annulée en cassation, le 12 novembre dernier, au nom de la liberté d'expression! L'UMP de Sarkozy n'avait pas hésité à le réinvestir aux législatives de 2007. En légitimant ses propos, l'UMP, la justice et les tenants de l'ordre moral, autorisent non seulement Christian Vanneste à répandre sa haine sur les antennes, mais ils légitiment également tous les comportements homophobes, les discours, les injures, le harcèlement dont sont victimes quotidiennement de nombreuses personnes LGBTI, dans les lieux publics, au travail ou dans les écoles. Ces déclarations ne sont pas les soubresauts d'une idéologie en voie de disparition alors que l'acceptation de l'homosexualité tendrait à se généraliser. Car les effets de 25 ans de politiques libérales, de destruction des services publics et de remise en cause des solidarités collectives s'accompagnent d'un retour en force idéologique de la famille. Face à la crise et à la précarité, les liens familiaux en viennent à constituer le dernier espace de protection pour beaucoup. La difficulté à accéder à des emplois stables et correctement rémunérés renforce la dépendance économique des individus, notamment de la jeunesse. Ce contexte pèse lourdement sur la capacité des individus à vivre et à assumer une orientation sexuelle ou un genre non conformes.



## SOMMET EUROPÉEN FAUX-SEMBLANTS

*Dans le plus pur style des sommets européens, les chefs d'Etat et de gouvernement qui se sont réunis à Bruxelles ont fait semblant d'adopter une attitude pour mieux cacher leur vraie position.*

**LE CHOIX** du président de la Commission européenne pour la législature 2009-2014 a donné lieu à une dramatisation complaisamment relayée par les médias. Le président sortant, José Manuel Barroso, candidat à sa propre succession, a été prié de présenter son programme. Ce document, sur lequel on a beaucoup glosé, se résume en fait à une note de 58 lignes, qui n'abusent que ceux qui veulent bien l'être. Comment, en effet, prendre au sérieux Barroso quand il annonce des régulations et une « Europe qui protège »? C'est comme si Sarkozy annonçait la régularisation de tous les sans-papiers. L'essentiel, dans cette note, et les auditeurs de Barroso l'ont bien entendu, c'est la confirmation des orientations de ses cinq premières années à la tête de l'exécutif communautaire, c'est l'exaltation des valeurs « d'opportunité, d'ouverture, de responsabilité ». D'autant que, dans ses conclusions, le sommet a considéré que « la "flexicurité" est un moyen important de moderniser et de favoriser la capacité d'adaptation des marchés du travail »...

Les membres du sommet se sont contentés de désigner Barroso « comme étant la personnalité qu'ils envisagent de désigner ». Ce qui équivaut à laisser le choix aux parlementaires. C'est sans grand risque, car la gesticulation récente d'élus socialistes ayant soutenu à de multiples reprises par le passé Barroso et l'agitation de Cohn-Bendit n'entameront certainement pas la détermination de la droite et de l'essentiel de la social-démocratie.

L'autre exercice du sommet fut d'offrir aux Irlandais des assurances pour qu'ils disent « oui » au traité de Lisbonne, lors du second référendum sur ce traité auquel ils ont répondu une première fois « non ». Ainsi, toutes les concessions qui devraient favoriser un « oui » ont été formellement accordées : interdiction de l'avortement, protection de la famille, souveraineté fiscale, maintien d'un siège de commissaire, respect de la neutralité militaire. Alors que le traité de Lisbonne invite les Etats de l'Union européenne (UE) à augmenter leurs capacités militaires, les conclusions du sommet affirment que « le traité de Lisbonne n'affecte pas le droit de l'Irlande ou de tout autre Etat membre de déterminer la nature et le volume de ses dépenses de défense et de sécurité ni la nature de ses capacités de défense ».

Pour surmonter les contradictions de l'intégration européenne, une fois de plus, la réponse consiste à multiplier les inégalités entre Européens. L'idée d'harmonisation fiscale s'éloigne de plus en plus. Il en est de même de l'égalité des droits pour toutes les femmes d'Europe. Le droit pour toutes au divorce, à la contraception et à l'avortement demeure à conquérir. Comme le droit à l'égalité des salaires entre femmes et hommes.

Raoul Jennar

## et aussi

**ALLEMAGNE.** « De l'argent pour l'éducation, pas pour les banques ! » : c'est à ce cri que des dizaines de milliers de lycéens et d'étudiants sont descendus dans les rues des villes universitaires, du 15 au 19 juin. A Hambourg et à Fribourg, ils ont occupé des agences bancaires pour protester contre les 108 milliards d'euros de cadeaux aux banques, alors que le budget de l'enseignement supérieur plafonne à 18 milliards d'euros. Les jeunes protestent également contre la suppression d'une année de lycée avant le bac et contre l'introduction de 500 euros de frais universitaires par trimestre. Le gouvernement a répondu par le mépris, parlant de « passésisme », car la RFA doit se soumettre aux décisions prises en 1999, à Bologne, afin de « réformer » les cursus universitaires dans toute l'Europe. L'action doit se poursuivre et s'étendre aux enseignants, bien qu'ils n'aient pas le droit de grève.



Téhéran, lundi 15 juin. Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté contre Ahmadinejad. (REUTERS)

## IRAN UNE BRÈCHE POUR UNE AUTRE RÉVOLUTION

*Par son soutien sans faille à Mahmoud Ahmadinejad et ses menaces, le Guide suprême, Ali Khamenei, a ouvert les vannes de la répression. La République islamique est à un tournant majeur de son histoire.*

Finis le temps où le régime contenait ses divisions. Depuis l'annonce de la réélection d'Ahmadinejad, la guerre larvée entre les différentes factions au pouvoir s'est transformée en guerre ouverte. Quatre candidats, issus du sérail, avaient été autorisés à concourir, mais le Guide suprême et le clan au pouvoir avaient désigné le vainqueur bien avant le premier tour. C'est le sens du soutien apporté par le Guide suprême, au cours de la campagne, à Ahmadinejad. Dès lors, dans un contexte d'instabilité sociale et de tensions fortes entre factions, il était impensable que le Guide soit désavoué par le peuple. De même, les immenses intérêts économiques et financiers aux mains de l'organisation militaire Pasdaran (lire encadré) et leur volonté de mettre la main sur les secteurs importants de l'économie, contrôlés par le clan de l'ancien président de la République Rafsandjani, interdisaient à Ahmadinejad et aux siens d'abandonner le pouvoir et ses privilèges.

Khamenei et Ahmadinejad réalisent donc un véritable coup d'Etat, destiné à évincer définitivement les factions dites réformatrices et pragmatiques. Les arrestations de responsables proches de Rafsandjani et de Mir Hossein Moussavi (candidat à l'élection) se multiplient, Moussavi lui-même étant menacé. La fracture au sein de la mollaharchie est donc profonde et traverse le corps des pasdarans, parmi lesquels, selon plusieurs sources,

une vingtaine d'officiers de haut rang auraient été arrêtés. La candidature de Mohsen Rézaï, dirigeant historique des pasdarans, contre Ahmadinejad, lui-même ancien pasdaran, indiquait déjà les divisions qui traversent cette organisation militaire placée sous l'autorité directe du guide de la révolution.

C'est dans cette brèche que les aspirations démocratiques de la grande majorité de la population se sont engouffrées. Depuis le 13 juin, la contestation s'étend à tout le pays et, pour la première fois depuis 1979, toutes les couches sociales se retrouvent dans les manifestations. Bien loin de soutenir Moussavi, la population, par sa mobilisation, accentue les divisions au sein du sérail, affaiblit la dictature des mollahs et pousse celle-ci à l'implosion.

La répression sanglante, les arrestations, l'interdiction des journalistes et la coupure des réseaux téléphoniques et d'Internet n'ont pas empêché le développement du mouvement. Le discours menaçant de Khamenei et l'interdiction des manifestations n'ont pas entamé leur détermination. Les forces anti-émeutes, la police secrète, les bassidjis et les nervis à la solde d'Ahmadinejad ont tout fait pour empêcher la manifestation du samedi 20 juin. A Téhéran, les affrontements ont éclaté rapidement et le bilan est sanglant : des dizaines de morts, des centaines d'arrestations et de blessés. Depuis, les nervis du régime et les bassidjis quadrillent

Téhéran, empêchant tout rassemblement d'envergure. Pour autant, pas un jour ne passe sans tentative de manifestation et la mobilisation prend d'autres formes.

La portée démocratique des manifestations ne fait aucun doute et la dynamique se propage désormais aux entreprises. Des grèves spontanées ont éclaté dans plusieurs entreprises, à Téhéran et Ispahan. Les ouvriers d'Iran Khodro (premier constructeur automobile du pays, employant 60000 salariés) ont engagé un mouvement de grève. Les chauffeurs des transports en commun de Téhéran, qui avaient mené, en 2005, une lutte courageuse pour la création d'un syndicat indépendant, appellent à la grève. La question décisive de la grève générale est posée, non pas par Moussavi, qui surfe sur la contestation, mais par les travailleurs iraniens eux-mêmes.

Nul ne peut dire qu'elle sera l'issue des mobilisations. Mais le soulèvement de la jeunesse, des femmes et des travailleurs iraniens ne doit pas rester isolé. En France, comme partout dans le monde, des appels et des initiatives en solidarité avec les manifestants se multiplient. Le mouvement ouvrier et démocratique doit être clairement aux côtés de ceux qui, en Iran, luttent contre la République islamique, pour la démocratie, l'égalité entre hommes et femmes et la justice sociale. Le NPA prend sa part dans la construction de la solidarité internationale.

Babak Kia

### LES ROUAGES DE LA MOLLAHRCHIE

• Le **Guide suprême**, Ali Khamenei, premier personnage de l'Etat, dirige les organes clés du pouvoir : les forces armées, les milices islamiques, les médias d'Etat, l'appareil judiciaire, et il surveille le pouvoir exécutif. Il trace les lignes directrices de la politique du régime.

• L'**Assemblée des experts**, composée de 86 religieux, est la seule instance qui contrôle les activités du Guide suprême et peut, le cas échéant, le destituer. Elle est aujourd'hui dirigée par Ali Akbar Rafsandjani, l'un des piliers historiques de la République islamique, qui s'est considérablement enrichi depuis 1979. Corrompu notoire, il est considéré comme l'homme le plus riche d'Iran. Silencieux depuis l'annonce de la réélection d'Ahmadinejad, il tente d'engager une procédure de destitution du Guide.

• Le **président de la République**, Mahmoud Ahmadinejad, est le chef d'une partie du pouvoir exécutif et préside le Conseil des ministres.

• Le corps des **pasdarans** (« gardiens de la révolution islamique ») forme le véritable bras armé de la mollaharchie. Il compte 350000 hommes, auxquels il faut ajouter plusieurs centaines de milliers d'hommes de main, les miliciens **bassidjis** (« volontaires »), qui quadrillent le pays sous sa direction. La direction des pasdarans contrôle, via quelques fondations (les bonyads) des intérêts économiques majeurs. Les **bonyads** sont censés gérer les richesses confisquées aux classes dirigeantes et dignitaires du régime du Shah, au lendemain de la révolution. Ils contrôlent 40% du PIB, hors revenus pétroliers, et sont de véritables holdings aux activités très diversifiées faisant partie des sociétés les plus puissantes du Moyen-Orient. Véritables Etats dans l'Etat, les bonyads échappent au contrôle de l'administration et sont les vecteurs de la corruption et du clientélisme.





CINEMA

**AMERRIKA**/CHÉRIEN DABIS  
La question centrale qui habite le film est celle de l'identité, de sa quête, de ses mutations, de son acceptation aussi. Et quel meilleur exemple pour aborder cette question que celui des habitants des territoires occupés palestiniens. Comme ils l'expliquent très bien au fonctionnaire des douanes qui les contrôle à leur arrivée au Etats-Unis, Mouna et son fils, Fadi, n'ont pas de nationalité : ils viennent des territoires palestiniens et sont apatrides. Là-bas, ils subissent les humiliations qu'inflige l'occupant israélien, vivent avec le Mur et n'ont aucun avenir. Après tout, il le dit lui-même, ils vivent en prison, marginalisés dans leur propre pays. Le miracle pour eux, c'est le départ pour les Etats-Unis, chez une sœur installée dans le nord du pays. Mais quelle identité avoir, dans un pays qui assimile automatiquement tous les Arabes à des terroristes (le film prend pour cadre la première guerre du golfe)? Même si Mouna s'indigne du fait qu'ils soient palestiniens et pas irakiens, pour les jeunes qui

l'insultent et assimilent son fils à Ben Laden, cela ne fait aucune différence. Pas plus que pour tous les employeurs qui lui claquent la porte au nez malgré son diplôme de maîtrise et dix ans d'expérience dans la banque. Apatrides permanents : « Une minorité là-bas et une minorité ici », c'est comme cela que Fadi résumera finalement leur situation.

Comment justement, pour lui et sa cousine, se construire leur propre identité? Les jeunes sont montrés comme les plus tiraillés entre leurs deux cultures, à l'image du titre du film, mélange d'anglais et d'arabe. A sa mère, qui lui reproche de se comporter comme une Américaine, la fille de Raghda répond que, vivant aux Etats-Unis, elle est américaine... Mais sa mère préfère, pour se protéger, mythifier ses origines et rêver de revenir dans un pays qu'elle n'a pas vu depuis des lustres. La réponse qu'elle fera à sa fille est ainsi à l'image de sa situation personnelle: tant qu'elle vivra dans cette maison, elle sera en Palestine.

Le film se termine pourtant sur un message d'espoir, venu comme on l'attendait de la dynamique et battante Mouna. A travers la métaphore de l'acceptation de son corps, Mouna, à la différence de sa sœur, finit par faire de sa situation si particulière sa propre identité.

**Aurélien Smirnoff**



MUSIQUES  
**TALES OF A KLEPTOMANIAC**  
Laurent Garnier/PIAS

Ceux qui ont parcouru son ouvrage, *Electro-choc* (Flammarion), et ses imparables playlists par chapitre, ne seront pas étonnés du contenu du nouvel opus du grand-père des musiques électroniques en France. Le jeune garçon, qui a découvert la musique en Angleterre, alors qu'il était valet de pied à l'ambassade, entre rock, northern soul et house naissante, ne cesse depuis de cultiver les racines multiples de son genre de prédilection, qu'il a défendu bec et ongles, notamment sur les ondes de Radio Nova. Chaque morceau s'écoute donc ici comme un hommage aux styles qui l'ont fait danser, du hip-hop au groove, sans oublier la froide régularité de la techno.

**King Martov**



BD

**A L'OMBRE DES MURS/ Arnaud Le Roux et Marion Laurent**/FUTUROPOLIS/ 18 EUROS

Arnaud Le Roux et Marion Laurent imaginent un univers inspiré de Venise, une ville dans laquelle règne une reine dictatrice. Tache, un jeune garçon issu des milieux populaires, est attiré par ses amis des bas-fonds, jeunes débrouillards aventuriers. Il se laisse entraîner dans une histoire dangereuse, afin d'aider une fugueuse de son âge, Jude. Sur fond de complot contre la souveraine, les deux auteurs déploient leur talent de conteur et de dessinatrice dans un récit qui peut aussi s'adresser à de jeunes lecteurs. Les teintes sépias très expressives du dessin, les personnages attachants et les dialogues réussis font au total une très belle bande dessinée.

**Sylvain Pattieu**



**www.amnesty.fr**

A télécharger sur le site d'Amnesty International, un rapport bienvenu sur les violences policières en France. On y apprend que, « sur 663 plaintes examinées par l'organe d'inspection de la police en 2005, seules seize ont conduit à la radiation des agents concernés ; en 2006, seules huit allégations de violence sur 639 ont abouti à une telle radiation »... Le site, qui présente quelques témoignages de victimes, permet de signer une pétition en ligne.

**www.iris.sgdg.org**

Police toujours, et afin d'éviter qu'elle ait des pouvoirs sans cesse étendus, il est bon de se renseigner sur la loi sur les fichiers de police, tout juste adoptée à l'Assemblée nationale. Car il y a danger : le fichier Edvige, qui avait tant fait couler d'encre, existe encore (sous une troisième version). *Imaginons un réseau Internet solidaire* (Iris) propose une pétition contre Edvige, ainsi qu'une autre pour l'abandon de la carte d'identité biométrique.

**www.rfiengreve.info**

C'est la plus longue grève de l'audiovisuel public depuis 1968 ! Les salariés sont toujours en lutte contre 206 suppressions de poste et ils tiennent bon. « Le journal de la grève », que l'on peut écouter sur ce site, au-delà des informations qu'il donne, fait rêver d'une radio dédiée aux luttes.

EXPOSITION  
**PEINTRE DE LA « PAIX UNIVERSELLE »**

L'aventure d'Anselme Boix-Vives, devenu peintre à 63 ans, est d'abord celle des dons enfouis en chacun et n'attendant que du temps libre pour éclater. Deux expositions parisiennes permettent de découvrir l'œuvre de cet artiste inclassable.

Fils de paysans espagnols plus que pauvres, Anselme Boix garda d'abord des troupeaux avant de rejoindre, en 1917, à 18 ans, des parents établis en Savoie. Illettré et réfractaire au service militaire, ouvrier puis mineur, il préféra vite le métier de marchand ambulant. Il conquiert sa clientèle par ses boniments comiques et finit, en 1928, par ouvrir une épicerie à Moûtiers. En 1926, au plus fort de la guerre du Rif, peu avant la signature entre Pétain et Primo de Rivera de l'alliance militaire franco-espagnole et la promotion de Franco comme « plus jeune général d'Europe », il se faisait le serment de s'opposer à toutes les guerres et de promouvoir une paix universelle fondée sur les profits du travail. Il attendit 30 ans pour publier des manifestes (*Union mondiale, le seul moyen de sauver la civilisation*, 1955; *Plan financier d'organisation mondiale. La paix par le travail*, 1957, etc.), envoyés aux « grands de ce monde », De Gaulle, le pape, la reine d'Angleterre, les Nations unies... Il y écrit par exemple : « Je ne paierais jamais les gens à ne rien faire. J'aurais toujours de l'argent et du travail pour toutes les nations. Après avoir redressé l'univers, et arasé les montagnes, je commencerais le dragage des rivières, et si des ouvriers étaient toujours sans travail, je leur demanderais de creuser des trous pour y enfouir l'océan. » N'évitant pas la galéjade, ces propositions rendaient au moins à la « question sociale » sa dimension mondiale (sinon

cosmique, Boix-Vives allant jusqu'à imaginer une société lunaire ou martienne!). L'attention qu'il attendit vainement de ses manifestes, il l'obtint avec une rapidité spectaculaire dès qu'il se laissa convaincre de pratiquer le dessin et la peinture, après sa retraite et la mort de son épouse, réalisant, entre 1962 et son décès en 1969, 2400 œuvres, presque autant que les jours de ces sept années d'expression libre. La Halle Saint-Pierre (2, rue Ronsard, Paris 18e, jusqu'au 28 août) et la galerie Alain-Margaron (5, rue du Perche, Paris 3e, jusqu'au 4 juillet, avec un beau catalogue) présentent 150 esquisses, gouaches et huiles de Boix-Vives, où les traits d'utopie de valeur inégale coïncident avec une recherche du « joli » aux résultats toujours charmants. Elles illustrent la complexité de sa personnalité et celle de son époque qu'il scrutait avidement (« Je n'avais jamais pu lire quoi que ce soit, je n'avais jamais vu de peintures faites par de vrais peintres, alors il me fallait des modèles. Mais ici, à Moûtiers, c'est difficile. Alors j'ai acheté la télévision; comme ça, ici, j'ai le monde à peindre. »). Elles vérifient aussi ce que Marx écrivait du temps libre, « à la fois loisir et activité supérieure », où « commence l'épanouissement de la puissance humaine qui est sa propre fin, le véritable règne de la liberté », ainsi que conclut Le Capital.

**Gilles Bounoure**

1. En 1966, Boix-Vives eut aussi les honneurs de la télévision suisse romande (document exceptionnel de 18 minutes à voir sur le site internet de la TSR).

Fumeur de cigare, 1965, huile, crayon gras et feutre sur carton.





**LES EXTRÊMES DROITES EN FRANCE**  
JEAN-PAUL GAUTIER

SYLLEPSE  
464 PAGES  
22 EUROS



l'essai

**EN 2002**, Jean-Paul Gautier publiait un livre de référence traitant du royalisme en France depuis la Libération<sup>1</sup>. Dans ce second ouvrage, l'historien et politologue se concentre sur les extrêmes droites depuis 1945, à l'exclusion des royalistes et des négationnistes. D'emblée, l'auteur met en lumière la difficulté de l'exercice, car « de la même manière qu'il n'existe pas une droite unique et homogène, il n'y a pas une extrême droite, mais des extrêmes droites », qui constituent « une sorte de microcosme politique vivant dans l'ensemble (exception faite du Front national de Jean-Marie Le Pen) replié sur lui-même, un enchevêtrement de groupuscules nés souvent de fusions ou de scissions, de cercles éphémères rivaux, de feuilles confidentielles, minés par la guerre des chefs ». Au sein de cette réalité « changeante et polymorphe », Jean-Paul Gautier pointe les dénominateurs communs et rappelle que « l'objectif des différents mouvements d'extrême droite est l'instauration d'un ordre nouveau politique, social, économique, culturel, religieux », s'appuyant sur « un tryptique de valeurs : l'amour de la patrie, le désir d'une plus grande justice sociale et la revendication d'un pouvoir fort ». Constatant que, « si la France a été touchée à différentes époques par le virus fasciste, les différents mouvements fascistes ou néofascistes sont restés à l'état groupusculaire », l'auteur ne se range pas pour autant dans le camp des historiens « immunitaires » et considère, comme d'autres, qu'un « fascisme faible, squelettique, sans aucune emprise sur l'opinion durant une période donnée, peut, dans une conjoncture favorable, foncer de l'avant et gagner du terrain ». Autour de trois grandes périodes et des principaux événements qui ont marqué cette famille politique de l'immédiat après-guerre jusqu'à l'émergence, l'affirmation et la prégnance du Front national dans la vie politique française, cet ouvrage, très documenté, éclaire l'actualité de la vigilance antifasciste. A lire sans modération.

Gabriel Gérard

1. La Restauration nationale, un mouvement royaliste sous la V<sup>e</sup> République, Syllepse.

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)  
27 RUE TAINE 75012 PARIS TÉL. : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43  
[www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)

**« UNE QUESTION TRANSVERSALE À TOUT LE NPA »**

La conférence nationale du NPA sur l'intervention féministe s'est tenue les 13 et 14 juin. Le point avec Myriam Duboz, salariée de la ville de Lyon et membre du Comité exécutif du NPA.



**Qu'as-tu pensé de cette conférence ?**

Une très bonne initiative, des débats constructifs, intéressants avec une assistance nombreuse, jeune, mixte et motivée ! Une rencontre nationale est toujours l'occasion d'échanger, de structurer l'intervention du NPA et de préparer nos campagnes à venir. Nous avons pu mesurer l'importance que le féminisme, comme d'autres domaines d'intervention du parti, soit une question transversale à tout le NPA. Nous devons nous organiser pour travailler entre commissions, comme avec la commission d'intervention sur les lieux de travail (CLIT), la commission LGBTI et aussi la commission quartier populaires et précarité, dont des camarades étaient présentes.

**Qu'est-ce que cela t'a apporté ?**

Tout d'abord une formation, grâce aux interventions de camarades sur l'histoire du féminisme, l'évolution des mouvements, la situation actuelle des droits des femmes. La crise et les mesures du gouvernement Sarkozy dans la santé, l'éducation, le développement des services à la personne, les contrats précaires et le RSA organisent la casse des droits des femmes

et continuent à dégrader leurs conditions de vie. Face à cette situation alarmante, il faut réactiver un mouvement féministe lutte de classe qui intervienne dans les comités, les collectifs unitaires, les syndicats et les associations.

**Comment vois-tu ton intervention féministe maintenant ?**

Cette rencontre a permis d'échanger sur nos expériences et nos initiatives. Nous allons mettre en pratique à Lyon ce qui se fait à Toulouse, où les camarades vont dans les comités pour assurer une formation féministe. Appeler à une formation féministe « classique », organisée en dehors des réunions de comités, risque de ne toucher que les camarades déjà sensibilisés à cette question. Nous constatons que le féminisme n'est pas toujours perçu clairement. Nous devons expliquer qu'il n'est pas exclusif, qu'il ne s'oppose pas à la lutte contre l'ensemble des discriminations, bien au contraire. Il n'a pas pour but non plus de victimiser les femmes, mais de défendre nos droits. Il nous faut prendre part au Collectif national de défense pour les droits des femmes (CNDF) et nous battre pour la loi-cadre. Il nous faut réfléchir ensemble à une société

débarassée des rapports de domination, quels qu'ils soient.

**Et pour les campagnes futures ?**

A Lyon, nous participons au collectif unitaire de défense du droit à l'IVG car la mairie PS a décidé de fermer le principal centre d'orthogénie [lire page 12]. Nous menons cette lutte avec des diffusions de tracts, des manifestations et une pétition. A cette rencontre, nous avons fait la connaissance de camarades de la région Rhône-Alpes. Avec des militantes de Saint-Etienne, nous avons décidé de faire des réunions communes et de préparer ensemble nos initiatives. Bien sûr, il y a le calendrier des initiatives nationales, comme la manifestation nationale pour les droits des femmes, le 17 octobre. Nous allons discuter de la possibilité d'organiser, à Lyon, une initiative féministe NPA qui rassemble les militants de la région. Nous avons aussi à préparer activement la journée contre les violences faites aux femmes du 28 novembre, ainsi que la marche contre la précarité, en décembre.

Propos recueillis par Léa Guichard



**tribune**

**« CHANGER DE CAP, UNE AUTRE ORIENTATION POUR LE NPA »**

Après les européennes et le conseil politique national, « Tout est à nous ! » ouvre ses colonnes au courant du NPA « Convergences et alternative ».

**AUX** européennes, la forte résistance sociale à la crise n'a pas trouvé son expression politique. L'abstention (60%), produit du refus de cette construction européenne non-démocratique et du manque d'alternative crédible à gauche, offre à Sarkozy un succès électoral par défaut, dont il se sert pour accentuer son offensive antisociale. Les orientations du PS, son acceptation du traité de Lisbonne, ses ouvertures vers le Modem, ont été sanctionnées. Ce n'est pas sur cette politique que l'on recomposera une gauche à même de battre la droite et d'empêcher l'extrême droite de relever la tête. Les résultats de

la liste Europe écologie, malgré l'impasse sur la rupture avec le libéralisme indispensable à une véritable alternative écologique, soulignent que tout projet à gauche doit intégrer la rupture avec les modes de production et de consommation anti-environnementaux. C'est aussi parce qu'elles se sont rassemblées que les forces écologistes ont rencontré un succès. La gauche de gauche, elle, n'a pas su le faire. Le total des voix des listes Front de gauche, NPA et LO atteint 13%, exprimant la recherche d'orientations anticapitalistes. La division en plusieurs listes concurrentes a freiné une dynamique qui aurait pu polariser l'opinion. Avec 4,8% et aucun élu, le NPA ne peut se satisfaire d'un résultat qui n'est pas à la hauteur des attentes. Il ne peut continuer à prétendre incarner à lui seul l'alternative de gauche qui fait défaut. Entre les propositions européennes du NPA et celles du Front de gauche, il n'y avait

pas de différences significatives, mais les électeurs ont fait savoir qu'une unité même imparfaite était préférable à l'auto-affirmation solitaire d'un parti, aussi populaire soit-il dans ses propositions. Faire converger les dynamiques du NPA et du Front de gauche, rassembler l'ensemble des forces politiques et sociales qui ne se sont retrouvées dans aucune des deux campagnes, c'est possible, dès maintenant, autour d'une série de mesures politiques d'urgence : 300 euros d'augmentation, Smic à 1500 euros, loi d'interdiction des licenciements dans les entreprises qui versent des dividendes, défense des services publics, contrôle public sur les banques, investissements pour une relance écologique non-productiviste, défense des droits démocratiques et de l'égalité des droits... Le NPA devrait s'adresser tout de suite à toutes les forces politiques de la gauche de gauche, pour exprimer un accord sur les propositions

communes, lors des mobilisations sociales actuelles et, à la rentrée, par l'organisation de meetings communs et de rassemblements locaux. Pour crédibiliser et renforcer cette dynamique convergente, le NPA devra aussi proposer des listes unitaires indépendantes du PS au premier tour des régionales, et des accords de second tour pour battre la droite, sans contrat de gestion libérale imposé.

Avec une orientation visant à l'unité de la gauche de gauche, un NPA ouvert et pluraliste montrerait qu'il peut être un levier utile pour reconstruire une gauche digne de ce nom.

**Le courant « Convergences et alternative »**

• Contact : [lecourant.npa@gmail.com](mailto:lecourant.npa@gmail.com)



# CONSEIL POLITIQUE NATIONAL **ÇA AVANCE!**



Saint-Denis, dimanche 21 juin. Conférence de presse du NPA à la sortie du CPN. (JMB)

Le deuxième conseil politique national (CPN) du NPA s'est tenu les 20 et 21 juin, afin de tirer le bilan de la séquence politique et sociale et de définir l'orientation politique pour la rentrée.

**D**e manière générale, les camarades s'accordent à dire que nous avons mené une campagne européenne courte mais dynamique, pour ce tout jeune parti encore en voie de structuration. Les scores obtenus sont plutôt positifs, vu les coordonnées globales de la situation, notamment le ressac des mobilisations et l'abstention, avec des endroits où ils montrent un réel potentiel d'implantation du NPA, par exemple dans les quartiers populaires et dans les zones rurales. On peut pointer aussi un manque de communication sur la question de l'unité, sur notre programme écologique et la difficulté à convaincre de l'utilité du vote pour le NPA comme expression non seulement du rejet du système mais aussi comme affirmation d'une alternative anticapitaliste. Nous avons débattu du bilan des mobilisations sociales et de notre action dans ce cadre. Des travaux en commissions ont permis de mettre en place une campagne pour l'emploi, contre

les licenciements et la précarité, que nous devons mener en tant que NPA mais qui constitue aussi une proposition que nous faisons à l'ensemble des organisations syndicales, associatives et aux forces politiques de gauche. Il s'agit de faire de cette campagne un axe central, notamment dans le cadre des marches régionales contre le chômage et la précarité. Ce CPN a aussi été l'occasion d'avoir un débat de fond, préparé par la commission internationale, sur la question des DOM-TOM. Quelle place pour l'autodétermination, l'anticapitalisme, le NPA, dans les dernières colonies françaises? Un texte court qui définit les bases de notre positionnement a été adopté. Il a également été question du fonctionnement et de la construction du NPA. Une proposition de texte pour que chacun au sein du CPN puisse participer activement aux tâches du parti a été débattue. Elle pose les bases d'une implication des membres de du CPN dans différents «départements»: la construction du parti, la com-

munication, le travail en direction des entreprises, l'écologie... De nouvelles discussions ont eu lieu sur la grille de cotisations, certains camarades pointant des montants trop élevés. La majorité s'accorde toutefois sur l'idée qu'il faut la tester encore et la considérer comme une référence qui permet localement la souplesse nécessaire: la question financière ne doit pas être un obstacle à l'investissement dans le NPA. Nous avons décidé la mise en œuvre d'une véritable campagne d'adhésions, d'abord en direction de celles et ceux qui ont fait partie du processus fondateur, mais bien plus largement ensuite: il faut relancer le processus d'ouverture et d'élargissement. Le CPN a également adopté les listes proposées par les différentes commissions thématiques, et mis en place plusieurs commissions de travail internes au CPN, sur les élections régionales, le processus de désignation des porteparole ou les statuts. Enfin, au début de l'automne, sont prévus des réunions régionales de tous

les comités notamment sur les questions de la structuration et des élections régionales ainsi qu'un stage d'une semaine à destination des camarades du CPN. Plus largement, un réseau de formateurs décentralisé va se mettre en place pour répondre aux besoins de formation des militants du NPA. Le bilan de ce deuxième CPN est plutôt positif. Il conforte les orientations définies au congrès, en réinvestissant le terrain unitaire pour les prochaines échéances sociales et politiques, et il ancre une campagne sociale active. Il a fait naître une dynamique de direction, où il faut que chacun trouve sa place. Pour cela, il faut encore améliorer le fonctionnement et la préparation des réunions, en faisant en sorte que la richesse des discussions soit directement réinvestie dans l'écriture des textes adoptés. Le prochain CPN aura lieu en septembre, mais c'est à l'université d'été que la plupart d'entre nous se retrouveront.

**Agathe Bonfils et Myriam Duboz**

## et aussi

**MUNICIPALES À HÉNIN-BEAUMONT.** Quatorze mois après, de nouvelles élections municipales ont lieu à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), dimanche 28 juin. Dans cette municipalité, les capitulations de la gauche ont profité au Front national, désormais en mesure de «prendre» la mairie. Les partis de la gauche institutionnelle ont fait le choix de l'alliance avec le Modem. MJS, Modem, PCF et MRC proposent une «alliance de la gauche et du centre», soutenue par le PS. Dans ces conditions, pour le NPA, il était urgent de permettre l'existence d'une gauche de combat contre la crise, sur un programme de défense des intérêts des travailleurs et des couches populaires, en toute indépendance de la gauche libérale. C'est la seule solution pour battre le Front national. Sur ces bases, nous avons proposé l'unité aux Verts, au PCF, au Parti de gauche (PG), à Lutte ouvrière (LO) et au Parti de la renaissance communiste en France. Aucun n'a donné suite. En une semaine de porte à porte, les militants et militantes du NPA ont trouvé les 35 colistiers nécessaires. Il n'y a pas d'autre liste clairement à gauche. Hénin-Beaumont est bien un laboratoire de l'évolution en cours: face aux capitulations

successives de la gauche institutionnelle, une nouvelle gauche se construit; elle est anticapitaliste.

**LA DROITE EN TÊTE À PERPIGNAN.** Le Conseil d'Etat a annulé, courant mai, le scrutin municipal de Perpignan pour «fraude massive», ce que les Perpignanais avaient baptisé «la fraude à la chaussette». C'est pourtant le maire sortant UMP, Jean-Paul Alduy qui est arrivé en tête (40%). Les réseaux clientélistes de la droite ont la vie dure sur cette ville, mais la division de la gauche traditionnelle (deux listes), alliée avec des formations de droite, a également joué. Le NPA a proposé une liste unitaire de la gauche de la gauche au PCF, PG et LO. Seule Lutte ouvrière a répondu positivement. Le PG, favorable, s'est finalement abstenu, ne voulant pas rompre son accord avec le PCF aux européennes. La liste «Une gauche de lutte!» (NPA-LO) a recueilli 2,5% des voix (la LCR avait remporté 5%, en mars 2008). Petite consolation, le Front national (9,4%) n'a pas eu d'élu.

## S'ABONNER

### Abonnements

#### par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA  
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA  
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires  
 HEBDOMADAIRE du NPA  
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires  
 HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA  
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:

**NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE, D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL**

NUMÉRO NATIONAL D'ÉMETTEUR:

**554755**

### Titulaire du compte

**NOM:** .....

**PRENOM:** .....

**ADRESSE:** .....

**CODE POSTAL:** .....

**VILLE:** .....

**MAIL:** .....

### Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

**DATE:** .....

**SIGNATURE:**

### Etablissement teneur du compte

**BANQUE:** .....

**ADRESSE:** .....

**CODE POSTAL:** .....

**VILLE:** .....

**Abonnements par chèque** à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil) ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

### FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo 6 mois 1 an  
**28 euros 56 euros**

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an  
**50 euros 100 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo 6 mois 1 an  
**20 euros 40 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an  
**38 euros 76 euros**

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an  
**22 euros 44 euros**

### ÉTRANGER

L'hebdo 6 mois 1 an  
**45 euros 90 euros**

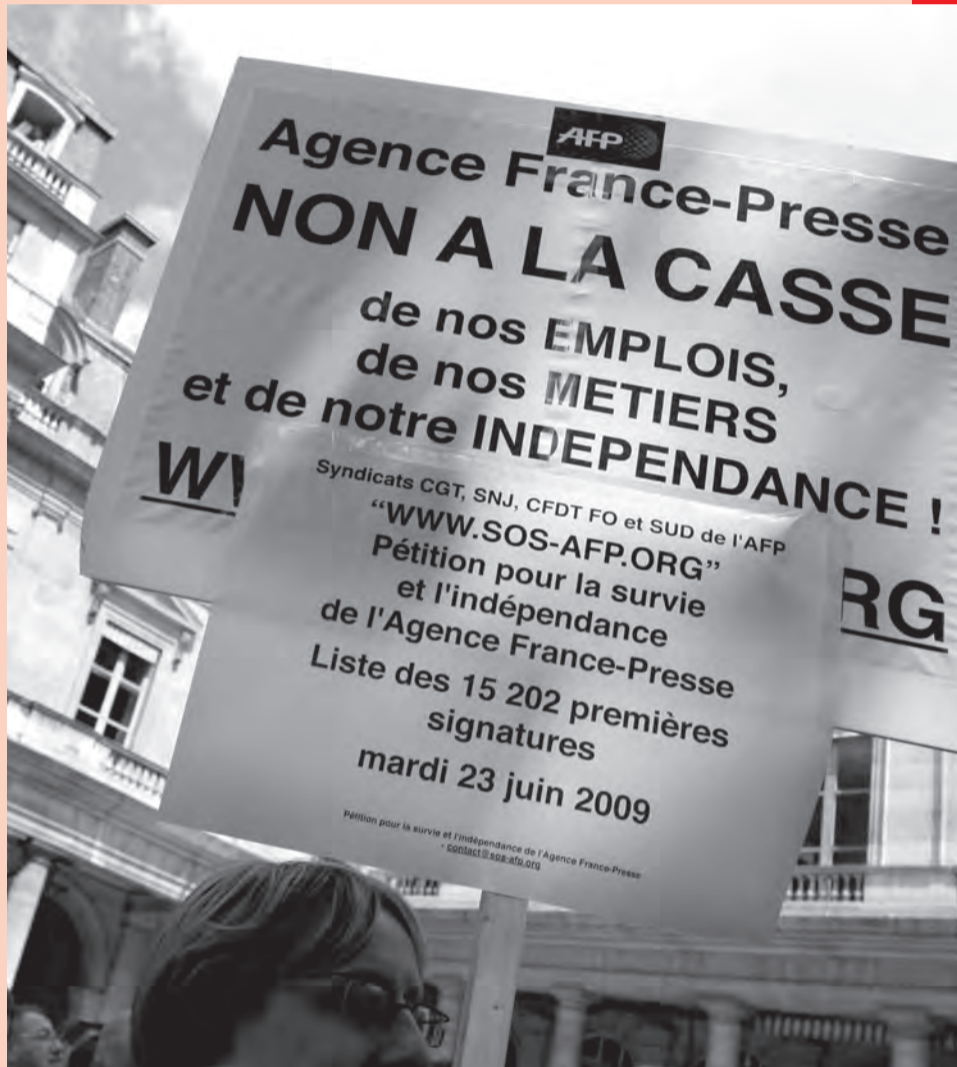
L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an  
**65 euros 130 euros**



## Agence France Presse DÉFENDRE L'INDÉPENDANCE

Les salariés de l'AFP appelaient à la grève et à une manifestation devant le ministère de la Culture, mardi 23 juin. Ils ont remis une pétition signée par 15 000 personnes. Ils se battent contre la transformation de l'agence en « société nationale à capitaux publics », qui aurait pour effet, d'une part, de la transformer en agence gouvernementale (société nationale) et, d'autre part, d'ouvrir la porte à sa privatisation. Cette mobilisation

s'ajoute à celle des salariés de RFI, en grève illimitée contre la suppression de 206 emplois, et à celle des salariés de France Télévisions, qui luttent contre un plan de mise à la retraite supprimant 900 postes. Par ces différentes attaques, Sarkozy tisse sa toile, supprimant des emplois et remettant gravement en cause l'indépendance des services publics d'information.



Paris, mardi 23 juin. Mobilisation des salariés de l'AFP. (JMB)

### LE CHIFFRE

# 1,02 milliard

Selon les estimations publiées en juin par l'ONU, 1,02 milliard d'humains sont victimes de la faim. La barre du milliard est franchie. Une personne sur six dans le monde est touchée, 25 000 meurent de faim par jour, un enfant de moins de 10 ans toutes les cinq minutes. L'augmentation est brutale (+11%). Elle est due, selon les propres dires de l'ONU, à la seule crise économique : forte baisse des envois d'argent provenant de l'immigration, retour des travailleurs des villes dans les campagnes, diminution de l'aide des pays riches (le plus bas taux cette année depuis 40 ans).

**VIE SCOLAIRE.** Le 1<sup>er</sup> juillet, 30 000 emplois de vie scolaire (EVS), recrutés en 2006 par le ministère de l'Éducation nationale dans le cadre du plan de cohésion sociale de Borloo, seront renvoyés à Pôle emploi. Embauchés pour remplir des fonctions d'aide à la direction d'école ou d'accompagnement des enfants handicapés, les EVS sont aujourd'hui remerciés, car arrivés au terme de leur contrat. Le gouvernement organise une rotation du personnel qui va laisser sur le carreau et dans des situations d'extrême précarité 30 000 personnes. L'État, le ministère du Travail et le ministère de l'Éducation nationale s'étaient engagés à assurer la formation et l'accompagnement de ces salariés, en termes de formation et de suivi du projet d'insertion professionnelle. Pendant trois ans, les EVS n'ont rien eu de cet accompagnement prévu dans leur contrat. Il faut exiger la prolongation de leurs contrats au-delà de juin 2009 et obliger l'État à respecter ses engagements en matière d'accompagnement et de formation.



# TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

### DROIT À L'AVORTEMENT EN DANGER.

Le centre d'interruption volontaire de grossesse (CIVG) de l'Hôtel-Dieu, à Lyon, fermera fin 2010. Il effectue plus de 2 000 IVG chaque année, soit la moitié des IVG pratiquées dans le département du Rhône. Les Hospices civils de Lyon veulent répartir ces IVG sur les trois autres CIVG qui ne peuvent en accueillir, à eux trois, que 700 et, de plus, sans le personnel nécessaire à un accompagnement de qualité, des postes ayant été supprimés ou n'étant pas prévus dans les nouvelles unités. Pour les autres femmes, plus de 1 300, l'option du recours au privé est avancée. Un collectif pour la défense du droit à l'avortement a été créé à l'initiative du planning familial et du personnel des CIVG de Lyon. Le NPA est partie prenante. Une pétition en ligne ([ivg-cmco-lyon.fr](http://ivg-cmco-lyon.fr)) peut être signée et une manifestation de soutien aura lieu à Lyon, lundi 29 juin, à 15 heures, devant l'Hôtel-Dieu (quai du Docteur-Gaillon).

### GRÈVE À ALTIS.

Avec 280 voix pour la « suspension » de la grève contre 271 pour sa continuation, l'intersyndicale a appelé, lundi 22 juin, à la reprise du travail chez Altis (Corbeil-Essonnes), fabricant de semi-conducteurs dont veulent se débarrasser ses actionnaires, IBM et Infineon. La quasi-totalité des 1 300 salariés était en grève contre les 400 nouvelles suppressions de postes qui risquent d'en annoncer d'autres, en l'absence de repreneur. Pendant une semaine, les grévistes ont bloqué l'usine nuit et jour. Du jamais vu ! Face à la grève, la direction a augmenté les indemnités de départ, mais les salariés en lutte se sentaient la force d'obtenir bien plus. Pourtant, l'intersyndicale a verrouillé le mouvement et accepté son arrêt contre un calendrier de négociations dont les salariés n'espèrent, à juste titre, pas grand-chose. Mais la colère n'est pas retombée et ils n'ont peut-être pas dit leur dernier mot.

### APPEL À MOBILISATION DANS L'AUTOMOBILE.

Les salariés de l'équipementier PTPM, sous-traitant de PSA, appellent tous les salariés des équipementiers et sous-traitants de l'automobile touchés par les délocalisations, les licenciements et les fermetures à venir, à les rejoindre afin de montrer aux donneurs d'ordre leur mécontentement. Ils ont organisé une manifestation, mardi 24 juin, devant le siège de PSA à Paris. Le groupe Trèves envisage 643 licenciements et la fermeture de deux de ses filiales, dont PTPM (133 salariés), alors qu'il vient de recevoir 55 millions du fonds de modernisation des équipementiers automobiles, prétendument créé pour empêcher les licenciements. Après une grève de la faim et une plainte pour détournement de subventions, les salariés de PTPM ont lancé cet appel, rejoints pour l'heure par six entreprises de la Meuse et soutenus par une quinzaine d'autres entreprises de l'est du pays. Un appel à soutenir, relayer et développer. Contact : [ce.ptpm@wanadoo.fr](mailto:ce.ptpm@wanadoo.fr)

### VÉRITÉ ET JUSTICE POUR LAMINE.

Le 17 juin 2007, au petit matin, Lamine Dieng, 25 ans, mourait dans un fourgon de police. Les circonstances de son arrestation font froid dans le dos : plaqué au sol, face contre terre, un policier maintenait sa tête tandis que les quatre autres, agenouillés sur ses deux épaules ainsi que sur son dos, lui maintenaient les jambes repliées en arrière. La police des polices a conclu que Lamine était « mort naturellement d'un arrêt cardiaque » et les policiers incriminés sont toujours en service. Un comité de soutien, auquel participe le NPA, se bat depuis deux ans pour exiger que toute la lumière soit faite sur le décès de Lamine et que les policiers responsables soient jugés. Il organise une marche unitaire, deux ans après, samedi 27 juin, départ à 14 h 30, 58, rue des Amandiers (Paris 20<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Père-Lachaise), pour maintenir la pression sur une justice toujours réticente quand il s'agit de juger des violences policières.

**NO COMMENT**  
Le président propose une sortie très claire du système capitaliste et on a envie de le prendre au mot.

JACQUES VOISIN  
(PRÉSIDENT DE LA CFTC).

**TOUT est à nous !**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
Rédaction : 01 48 70 42 27  
Diffusion : 01 48 70 42 31  
Administration : 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil  
Mail : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)  
Numéro ISSN : 1969-8178  
Commission paritaire : 0414 P 11508  
Tirage : 9 000 exemplaires

**Société éditrice :** Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3 500 euros (durée 60 ans)  
**Gérant et directeur de publication :** François Coustal  
**Impression :** Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
[mail: rotoimp@wanadoo.fr](mailto:mailto:rotoimp@wanadoo.fr)